



Mise au point !

Ayant pris connaissance des 2 appels à la grève pour les 15 et 22 mai, lancés par les Directions Nationales des Syndicats, les responsables de la section *Sud* du Centre Financier de Marseille ont ressenti, comme une grande partie du personnel, un profond mécontentement et pour être encore plus clair, « ont eu sérieusement les boules », de voir à quel point, les « responsables » syndicaux nationaux pouvaient être aussi « irresponsables ».

En effet, appeler délibérément à deux dates de grève différentes, à une semaine d'intervalle, sur des revendications (emploi, salaires, retraites) qui auraient pu être concentrées sur une seule journée, c'est du non-sens total.

Pour nous, ce qu'il faut, c'est frapper fort, tous ensemble et le même jour. Mais ce qu'il faut surtout, c'est préparer une riposte prolongée et les conditions d'une grève générale interprofessionnelle.

Après en avoir débattu entre nous, et n'ayant pas les moyens de peser sur la situation nationale, la section *Sud* du CF de Marseille a décidé « sans enthousiasme » de se rallier aux deux mots d'ordre de grève nationaux des 15 et 22 mai.

En grève les 15 et 22 mai 2008 !

Préparons une riposte globale contre les reculs sociaux !

→ Faire échec au patronat et au gouvernement

De nombreuses grèves ont actuellement lieu dans les entreprises pour l'augmentation des salaires. Les fonctionnaires subissent l'austérité salariale avec seulement 0,8% d'augmentation prévue en 2008.

Dans l'Education nationale, le gouvernement prévoit 17 000 suppressions de poste en 2009 après 12 000 en 2008. Lycéens et profs sont en lutte.

Dans la Fonction Publique, le gouvernement attaque gravement la garantie d'emploi des fonctionnaires et prévoit des restructurations à la hache avec changements de métier et mobilités géographiques.

Ce sont les services publics qui sont attaqués dans leur ensemble et nous sommes concernés en tant que salarié(e)s et en tant qu'usagers.

A la Poste et à France Télécom, nous subissons des restructurations depuis de nombreuses années, avec concentration des services, intensification du travail, accroissement des pressions sur les personnels. Nous revendiquons leur arrêt !

Le gouvernement veut imposer l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans alors que les retraités subissent déjà, salarié(e)s de droit privé comme fonctionnaires, une baisse importante du niveau des pensions et que cela sera

d'ores et déjà encore pire dans les prochaines années.

→ Se donner les moyens de gagner...

Pour *Sud*, il ne s'agit pas de « saucissonner » les ripostes et de répondre coup après coup, alors que le gouvernement et le patronat ne cessent d'annoncer des reculs sociaux.

Il faut se donner les moyens de combattre et gagner contre l'ensemble de la politique de régression sociale que veulent nous imposer le patronat et le gouvernement.

SUD regrette que les principales organisations syndicales n'aient pas la même perspective et ne favorisent pas la convergence des luttes, lors des initiatives d'action de ce mois de mai...

→ Une riposte prolongée

Les 15 et 22 mai, il faudra compter les manifestations et les grévistes sur l'un ou l'autre jour. Mais pour *Sud*, se donner les moyens de gagner, c'est préparer une riposte prolongée et les conditions d'une grève générale interprofessionnelle.

Au-delà des grèves des 15 et 22 mai, *Sud* propose que les personnels du privé et du public et les organisations syndicales qui le souhaitent, préparent tous ensemble cette riposte.

Les 15 et 22 mai en grève :

- **Pour l'arrêt des restructurations permanentes et des suppressions d'emploi.**
- **Pour le maintien de la garantie de l'emploi des fonctionnaires et l'arrêt de la précarisation généralisée des personnels.**
- **Pour l'augmentation générale des salaires et une autre répartition des richesses.**
- **Contre l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans et le retour aux 37,5 ans.**